

Question au gouvernement de F. Pupponi – mercredi 11 mai 2011

Politique de la ville

M. le président. La parole est à M. François Pupponi, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Pupponi. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Après quatre années de présidence de Nicolas Sarkozy, je veux dresser le bilan de l'action de votre gouvernement pour les banlieues : échec du plan Espoir Banlieues ; baisse de 40 % des crédits de la politique de la ville, notamment ceux des associations ; suppression de milliers de postes de policiers, d'enseignants, en particulier des RASED, et d'autres services publics dans ces territoires.

Votre bilan économique et social est alarmant : il y a deux fois plus de chômeurs dans ces territoires qu'ailleurs. Et le taux de chômage des jeunes explose à 43 %. Un mineur sur deux vit sous le seuil de pauvreté.

Ces résultats ne traduisent en réalité que votre vision purement électoraliste de ces quartiers. Vous semblez préférer fermer les yeux sur les drames humains qui s'y déroulent, plutôt que de ne pas satisfaire un électorat sensible aux alarmes de l'immigration, aux sirènes de l'islamophobie et maintenant à la dénonciation des chômeurs accusés d'assistanat.

Les habitants de ces quartiers méritent mieux que l'indignation circonstancielle quand les banlieues s'embrasent ou quand des jeunes meurent victimes de la violence quotidienne dans ces territoires. L'image de ces quartiers ne saurait être réduite à la délinquance, à la précarité, tant ils regorgent de talents, d'ambitions et de solidarités.

Face à l'urgence de la situation, face à la souffrance de millions de nos concitoyens, la République doit réinvestir ces territoires. C'est notre responsabilité commune, c'est notre devoir pour sauver la cohésion nationale. C'est pourquoi notre groupe a déposé une proposition de loi qui préconise des mesures d'urgence pour les quartiers défavorisés autour de quatre axes : faire enfin de la politique de la ville une priorité nationale ; faire enfin de la solidarité financière entre collectivités une nécessité républicaine ; mettre enfin en œuvre une véritable politique de l'emploi à destination des habitants de ces quartiers ; lancer rapidement un deuxième programme de rénovation urbaine.

Ma question est la suivante, monsieur le Premier ministre : nous proposons des mesures simples, immédiates, cohérentes, qui sont le fruit

de l'expérience des acteurs de terrain, des mesures consensuelles, partagées, j'en suis convaincu, par la majorité des élus de ces territoires, toutes tendances confondues. L'urgence appelle le dépassement des postures partisans : êtes-vous prêts à soutenir ces propositions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la ville.

M. Maurice Leroy, ministre de la ville. Monsieur le député, même si j'ai préféré la chute de votre question à ce qui l'avait précédée, je ne suis pas sûr qu'elle ait jamais dépassé ces postures que vous dénoncez. Je vous remercie néanmoins de me donner l'occasion de rappeler l'intérêt que, sur tous les bancs de cette assemblée et au Gouvernement, nous portons aux territoires en difficulté et à leurs habitants, car c'est dans ces quartiers que la République a rendez-vous avec elle-même.

C'est pourquoi le Premier ministre, François Fillon, a réuni, le 18 février dernier, un comité interministériel des villes qui a arrêté plusieurs mesures, dont certaines se retrouvent dans la proposition de loi que vous avez déposée – car, sur ces questions, la confrontation permanente n'est pas une fatalité – et dont nous débattons demain, moi au banc du Gouvernement et vous, monsieur Pupponi, en tant que rapporteur.

Vous le savez, c'est cette majorité, et notamment Jean-Louis Borloo, qui a créé l'Agence nationale de rénovation urbaine. Avec 12 milliards d'euros, l'ANRU va lancer des projets d'un montant total de 42 milliards d'euros.

Il faut en effet se garder des caricatures. C'est tous ensemble que nous devons œuvrer pour favoriser la cohésion sociale dans ces quartiers.